Transcript du Livestream du briefing presse avec Claude Meisch et Paulette Lenert (02.09.2021)

Claude Meisch et Paulette Lenert présentent le dispositif sanitaire mis en place à la rentrée scolaire 2021-2022 contre la propagation de la COVID-19 dans les écoles

# Intervenants

* Claude Meisch, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
* Paulette Lenert, ministre de la Santé
* Journalistes

# Transcript

[Claude Meisch]

Bonjour.

Mesdames, messieurs, Paulette Lenert et moi-même, nous vous souhaitons la bienvenue pour cette conférence de presse qui est attendue avec beaucoup d'impatience parce que la rentrée scolaire est imminente. Une rentrée scolaire où nous devons de nouveau nos préparer à la situation, sanitaire à la situation de la Covid et à la possibilité de sécuriser les écoles afin de bien pouvoir protéger les élèves et les enseignants et afin d'essayer de ne pas ou d'éviter une propagation du virus. Nous avons jeté un regard en arrière où nous avons essayé de donner un minimum de chance au virus et un maximum de chance à l'éducation avec un maximum d'enseignement présentiel et en comparaison avec d'autres pays, nous avions deux semaines de homeschooling et très tôt nous avons développé un modèle pour réduire les quarantaines à un minimum et là aussi, les élèves ont pu rester à l'école aussi longtemps que possible.

Nous avons eu des standards sanitaires très élevés, définis dans un plan graduel qui a constamment été adapté qui nous a donné la possibilité de prendre des décisions. Nous avons fait une évaluation des cas positifs dans les écoles et autour des écoles. Nous nous sommes occupés de sujets qui ne figurent à l'ordre du jour dans aucun autre domaine, par exemple l'aération régulière, et nous avons toujours dit que nous voulions rester flexible, que nous voulions nous adapter.

Nous avons découvert ce virus. Nous ne le connaissons toujours pas totalement et nous ne savons pas comment ça va continuer et tous les acteurs, les élèves surtout, les enseignants, les parents ont fait preuve d'une très grande capacité d'adaptation.

Maintenant, nous pouvons maintenant aborder la prochaine rentrée dans la continuité parce que la gestion de la Covid dans les écoles ne va rien apporter de nouveau.

La roue tourne et dans le courant de l'année passée, la roue a tourné de mieux en mieux.

Mais nous avons pris le temps nécessaire jusqu'à fin août, début septembre pour pouvoir encore une fois analyser la situation, pour nous rapprocher de la rentrée et pour pouvoir adapter la situation sanitaire de la rentrée du 15 septembre et vous le savez tous \_ au cours des dernières semaines, il y a eu des modifications et c'était évidemment important de prendre tout cela en considération avec le Premier ministre. Paulette Lenert a présenté la situation dans laquelle nous sommes actuellement qui est aussi marquée par les vaccinations. Les vaccinations des élèves, des enseignants, des parents et j'étais content de pouvoir vous informer la semaine passée que le 15 septembre 90% des élèves entre 12 et 18 ans ont une protection vaccinale totale, non, pardon, des enseignants vont avoir une protection vaccinale totale et plus de 50%, 55% au 15 septembre pour les élèves du secondaire dans la catégorie d'âge de 12 à 18 ans et cela a certainement un impact et cela va éviter la propagation du virus dans la communauté scolaire.

Mais d'un autre côté, il faut savoir aussi que les enfants de moins de 12 ans ne peuvent pas encore être vaccinés.

Il y a des chercheurs qui prédisent que la Covid risque de devenir une maladie des enfants et des jeunes qui n'ont pas encore d’immunité à travers la vaccination ou alors parce qu'ils ont été positifs et nous voyons dans la réalité que dans ces catégories des jeunes, le nombre des contaminations a augmenté.

Néanmoins, il y a des raisons pour faire preuve d'un certain optimisme prudent.

Nous avons deux nouvelles possibilités par rapport à la dernière rentrée scolaire en septembre 2020, à savoir de nouveaux instruments qui permettent de ... de combattre la Covid d'une autre manière. D'un côté il y a les tests rapides que nous avons massivement utilisés et d'un autre côté, nous avons les vaccinations.

Cela nous donne une nouvelle forme de sécurité et c'est un grand pas en direction d'une normalité

Dans les écoles et dans les structures d'accueil, au niveau de toutes les activités avec des enfants et des jeunes et il est clair : si nous faisons vacciner et tester, alors nous pourrons fonctionner normalement dans une large mesure dans nos écoles et dans nos structures d'accueil.

Cela vaut pour nous, tous pour l'ensemble de la communauté scolaire et aussi pour les élèves individuels et les enseignants individuels.

Trois objectifs avaient été fixés pour ce qui est du concept sanitaire de la rentrée et le premier, c'est le message que j'ai toujours obtenu lorsque j'ai demandé qu'est-ce que nous devrions remettre en question et le président de la représentation des parents l'a rappelé ce matin et nous a donné le même témoignage.

Cela figure sur l'agenda de tout le monde : les parents, les élèves, les enseignants, à savoir que nous devons chercher des populations, des possibilités, pardon, pour enlever le masque.

Un autre point qui nous a déjà guidé l'année passée. Annuler aussi peu de cours que possible et avoir autant que possible de cours en présentiel. Le troisième objectif, c'est la protection de la communauté scolaire pour pouvoir écarter le virus des écoles et des structures d'accueil dans la mesure du possible et nous pouvons nous reposer sur les expériences des 18 derniers mois et il y aura donc un changement de paradigme.

Pour quelques points, nous avons procédé à des adaptations et nous avons essayé toutes les possibilités, de voir toutes les possibilités que nous avons, que nous avons vu et toutes les différentes réactions que nous avons vues au cours des derniers 18 mois.

Nous avons voulu les garder dans le nouveau plan graduel pour la prochaine année scolaire. Nous ne voulons pas fermer les écoles.

Nous ne voulons pas l'enseignement à distance. Nous ne voulons pas, bon, ... bon, mais, si la situation l'exige, alors nous allons devoir le faire et nous le ferons et alors nous serons de nouveau prêts, grâce à l'expérience des 18 derniers mois pour réagir aussi rapidement que possible au cours des derniers jours.

Comme je le fais toujours avant des modifications du concept sanitaire avant une rentrée, j'ai eu un échange intensif avec tous les partenaires scolaires, avec les directions, les syndicats, les parents, les élèves et, évidemment, les avis divergent pour différents points et il faut toujours essayer que les mesures définies soient supportées par tout le monde, soient comprises, même si tout le monde n'est pas toujours d'accord avec ce qui a été proposé et cette fois encore, nous avons dû essayer de construire des ponts entre les différentes idées et je pense que nous avons réussi.

Au cours des dernières semaines, nous avons eu un échange permanent avec toutes les instances politiques et aussi avec la Direction de la santé pour chercher en commun des solutions qui font un sens pour l'enseignement et aussi pour la lutte contre la Covid et dans les conditions actuelles, comme nous les avons aujourd'hui, l'école va commencer sans masque.

Si les élèves se trouvent dans leur banc lorsque l'enseignement commence, ils peuvent enlever le masque.

Comme c'était déjà le cas par le passé. À l'extérieur, dans la cour des écoles, il n'y a pas d'obligation du port de masque, à l'exception lorsque l'élève ou l'enseignant bouge à l'intérieur du bâtiment scolaire, il doit porter son masque et le port du masque reste aussi obligatoire dans le transport scolaire, dans les maisons relais.

Les règles que nous avons eues pendant l'été vont être maintenues. S'il y a des groupes de plus de 10 dix enfants pour une activité, alors le masque doit être portée.

Donc les enfants ont toujours le masque avec eux pour le mettre le cas échéant.

Les masques ont évidemment un rôle sanitaire, mais aussi ... ils ont aussi gêné le travail pédagogique, l'ont entravé.

Et pour cela, nous sommes heureux de pouvoir y renoncer, mais nous savons que ... Les masques pourraient rester nécessaires, à savoir lorsqu'il y a eu un contact avec le virus, lorsqu'il y a un cas positif dans une classe, il est évident que l'obligation du port de masques revient jusqu'à ce que tout le monde soit testé négativement. Aussi longtemps, on devra à garder le masque.

Cela veut dire il n'y aura pas d'obligation du port de masques généralisé. Il y aura donc moins de masques dans les écoles, mais lorsqu'il y a un cas positif, alors tout le monde devra de nouveau porter le masque et je pense que l'utilisation ciblée des masques fait un sens et que cela va nous être que ça va être une aide sanitaire.

Bon, le masque n'est pas défendu, évidemment, on peut le porter.

Il n'y a pas de d'obligation générale, mais on a le droit de le porter. Tout le monde pourra décider pour soi-même, l'élève, l'enseignant. Ce n'est pas le directeur qui va décider pour tous les enseignants et ce n'est pas l'enseignant qui va décider pour tous les élèves. Il n'y a pas d'obligation. Tout le monde est libre de porter le masque en classe pour se protéger peut-être un peu plus et pour se sentir plus à l'aise et si on se sent à l'aise, on apprend mieux.

Ce pas en direction de la normalité, nous allons le faire avec parallèlement l'augmentation du nombre des tests rapides dans l'école.

Donc, il y aura une adaptation vers le haut.

Dans l'école fondamentale, nous avons eu jusqu'ici un test rapide effectué à l'école toutes les semaines. Nous allons le maintenir, mais à l'avenir, il y en aura deux qui seront effectués à l'école et dans l'enseignement secondaire, il y aura une fois par semaine un test à l'école et un test rapide à domicile.

Ces tests sont volontaires et nous voulons qu'il en reste ainsi, même ou surtout parce que nous avons fait de bonnes expériences : plus de 90% des parents dans tous les ordres d'enseignement, nous ont donné l'autorisation de tester les enfants à l'école, les enfants du fondamental, les jeunes du lycée, dans les centres de compétences, plus de 90% ont été ainsi testés à l'école. C'est une très grande acceptation et je pense que c'est sur cela que nous devons construire.

L'acceptation volontaire des tests doit encore être renforcée sans passer par une obligation et comme pour les masques, bon, lorsque le virus est présent, le masque redeviendra aussi plus présent. C'est la même chose pour le test, là où le virus est présent, il y aura plus de tests que dans l'enseignement en général, dès qu'un virus est présent.

Nous avons déjà un petit changement de paradigme pour la prochaine rentrée.

C'est le plus grand changement.

Lorsque le virus est présent dans une classe, l'enseignement va à passer sous le régime du 3G.

C'est un peu comme nous l'avons dans le régime du CovidCheck.

À savoir, dans les écoles et les maisons relais, elles pourront continuer à fonctionner, même dans le cas d'un contact avec un ou deux enfants ou jeunes positifs.

Pour les enfants qui sont vaccinés, qui sont guéris ou qui sont testés et si le virus est présent dans les scénarios 1 et 2, avec un ou deux élèves positifs, les enfants non-vaccinés seront testés toutes les 48 heures à l'école.

Les élèves qui ne sont ni vaccinés, qui ne veulent pas être testés, n'auront pas le droit de venir à l'école dans ces conditions et pendant cette période, ils sont placés en quarantaine.

Au cas où un non-vacciné aurait eu un contact avec un ou plusieurs cas positifs, on ne pourra pas participer à toutes les activités sociétales ou toutes les activités dans les clubs.

Là, il y aura une quarantaine et cela vaut aussi pour les élèves non-vaccinés, lorsqu'il se font vacciner et seulement pour l'école et pour les maisons relais.

Maintenant, c'est une obligation. Bon, ceci, c'est une obligation qui découle d'une ordonnance du Directeur de la santé et pour les centres de compétences, nous avons une quarantaine systématique et là nous passons dans le modèle ... dans le nouveau modèle avec un premier ou deuxième cas positif, alors ceux qui sont vaccinés, auront la possibilité de continuer à venir à l'école et les personnes guéries peuvent aussi venir à l'école en cas de test et c'est pour avoir plus de sécurité à partir de cette rentrée.

Vacciner et tester, c'est aussi pour les écoles, les structures d'accueil et pour toutes les autres activités une clé pour retourner dans la normalité.

Et, ici, nous introduisons quelque part les principes du CovidCheck, non pas de manière généralisée, mais si nous avons un contact avec le virus, donc si le virus nous oblige de le faire. On a souvent posé la question dans les médias, à la chambre et aussi dans les discussions avec les partenaires scolaires que nous avons eu au début de la semaine : pourquoi ne pas placer l'école sous le régime du CovidCheck ?

Cela fonctionne fort bien en différents endroits. Pourquoi ne pas organiser l'école de cette manière ?

Il y a quelques bonnes raisons pour cela et je voudrais les expliquer.

Le régime du CovidCheck a connu beaucoup de succès pour des activités ponctuelles.

Lorsque on veut aller dans une discothèque, au cinéma, lorsque je veux aller dans un concert ou organiser une grande manifestation si je veux inviter des gens, c'est quelque chose qui se déroule le une fois et là, le CovidCheck fait absolument un sens et nous a aidé beaucoup pour la gestion de la crise, mais lorsqu'il s'agit d'une activité quotidienne, lorsque je vais à l'école tous les jours, alors c'est différent et je pense que nous devons trouver d'autres solutions, que nous proposons ici.

La grande différence entre toutes les manifestations que j'ai énumérées et l'école, c'est que nous avons une obligation scolaire et aussi un droit à l'éducation et d'après ma compréhension, nous n'avons pas la possibilité de dire à l'élève qui vient à l'école, qui n'est pas vacciné, qui n'est pas testé, nous n'avons pas le droit de le ... de l'envoyer chez soi.

Jusqu'à ce qu'il soit enfin testé ou aussi longtemps que la situation n'a pas changé et je crains que à ce moment-là les élèves ne pourraient plus vivre leur obligation scolaire et pour le droit à l'éducation des jeunes à Luxembourg, ce serait pour nous une décision que nous n'avons pas le droit de prendre.

D'ailleurs cela ne ferait un sens que si la même le chose valait pour toutes les autres activités.

Cela ne fait aucun sens, si l'élève est renvoyée de l'école le matin parce qu'il ne répond pas aux normes du CovidCheck et si dans l'après-midi, pour d'autres activités, il pourrait participer. Je pense que personne ne le comprendrait et en plus nous avons vraiment des mesures contraignantes à Luxembourg qui ont été évité dans la mesure du possible.

Il y a quelques endroits où il y a une obligation de tester. Lorsque je vais dans une maison de retraite ou dans un hôpital, je dois me soumettre un test pour la bonne raison parce qu'il y a beaucoup de personnes vulnérables et à l'école ce n'est pas le cas.

Pour cela, nous n'avons opté pour le modèle général du CovidCheck, mais l'idée du CovidCheck sera appliquée lorsque le virus est présent.

Là, les enfants vaccinés ou guéries ou testés pourront continuer à fonctionner normalement.

La normalité - cela veut dire que l'école, l'école fondamentale, le lycée, les maisons relais peuvent continuer à fonctionner, comme les centres de compétences.

Normalité - cela veut dire que la vie professionnelle des parents sera moins perturbé et même en cas de contact avec une personne positive, l'enfant pourra continuer d'aller à l'école ou dans les maisons relais.

Les classes ne seront plus mises à l'écart pour participer à l'enseignement sportif.

Peuvent aussi aller dans les cantines où il y aura des tables de quatre personnes comme dans les restaurants.

Et, en fait, les enfants pourront complètement profiter du programme scolaire.

Cette normalité sera atteinte avec des tests réguliers.

Encore un mot par rapport à la manière par laquelle nous voulons continuer à organiser la rentrée. Les structures communes que nous avons créées entre la santé les et l'éducation vont être maintenues. Là aussi, nous misons sur la continuité.

Le comité de pilotage va se rencontrer toutes les semaines et le cas échéant même tous les jours pour analyser la propagation du virus et la politique va soumettre des recommandations pour réagir.

Je pense que notre réactivité, notre flexibilité sont un atout important dans la lutte contre le virus et nous devons à tout prix maintenir ces atouts. Pour cela nous avons besoin d'un échange et d'une analyse permanente et d'une réactivité et nous pourrons à tout moment avoir recours de manière ponctuelle à des mesures que nous connaissons depuis la dernière année scolaire et nous ne souhaitons pas devoir y avoir recours, mais le cas échelant, nous prendrions cette décision et avec la santé, nous allons essayer de dire ou de ... aux enfants quelle est l'importance des vaccinations. Évidemment seulement avec l'accord des parents, les enfants pourront être vaccinés à l'école. Un autre pas vers la normalité existe aussi dans d'autres activités. De nouveau, on pourra organiser des colonies avec le CovidCheck. Nous avons fait d'excellentes expériences et là, où les récréations, bon, où on avait organisé les récréations, là, on ne doit pas à tout prix garder cette organisation dans les maisons relais, le port du masque sera obligatoire à partir de 10 personnes.

Les cours de musique par exemple pourront aussi de nouveau ouvrir leurs portes. Toutes les activités parascolaires pourront avoir lieu.

C'est une très grande importance aussi pour l'équilibre mentale de nombreux enfants et de nombreux jeunes.

En plus, les enfants et les jeunes et les écoles devront veiller à ne pas être ce qui vont surtout assurer la propagation du virus.

Nous devons limiter la propagation par le biais des jeunes. Moins pour protéger les jeunes et toujours plus pour protéger les autres, c'est donc un effort des jeunes et des écoles.

Donc c'est un grand geste de solidarité et nous allons aussi continuer à garder les écoles ouvertes aussi longtemps que possible parce que nous voulons la normalité pour les écoles, pour les enfants et pour les jeunes et pour cette raison, nous avons de nouveaux instruments par rapport à la dernière rentrée.

Donc les vaccinations ne protègent pas seulement contre une infection et un déroulement grave de la maladie, les vaccinations nous permettent de retrouver une vie normale et cela vaut certainement aussi pour les écoles et pour les jeunes dans la mesure où ils peuvent se faire vacciner et pour tous les autres surtout pour les élèves qui ne peuvent pas se faire vacciner, ils peuvent retrouver leur liberté en se faisant tester régulièrement à l'école ou de manière ciblée après un contact avec une personne positive.

C'est une condition importante dans les écoles et dans les structures d'accueil et c'est une condition pour que les enfants et les jeunes retrouvent les libertés dont ils ont besoin pour bien pouvoir se développer.

Merci de votre attention et je donne la parole à Paulette Lenert.

[Paulette Lenert]

Merci.

Je serai sans doute un peu plus bref. Je voudrais souligner que pendant tout l'été nous avons collaboré de manière active pour tenir compte de la nouvelle situation.

Les enfants font partie de notre société, même si nous souhaiterions pouvoir les mettre entre parenthèses et elle leur assurer une vie aussi normale que possible. Malheureusement, c'est une situation où nous devons vraiment penser à nos enfants. C'est un défi. Ils ont le droit à l'enseignement.

Nous devons leur assurer ce droit et en même temps les protéger dans le contexte de la pandémie et les surveiller comme vecteur du virus pour gérer la situation de manière globale.

La situation est tout à fait différente cette rentrée et nous devons faire preuve de patience et de persévérance.

Nous devons aussi faire preuve de flexibilité. Ce n'était pas facile de prédire comment on pourrait s'organiser pour cette rentrée parce que nous avons eu de nombreux paramètres importants qui n'étaient pas encore connus il y a quelques mois.

Le plus important c'était le progrès de la vaccination.

Nous avons lancé une campagne de vaccination qui détermine fortement la propagation du virus au niveau de notre système sanitaire et nous sommes très heureux de pouvoir constater que cela a été très effectif. Surtout au niveau e l'enseignement, nous voyons que ceux, qui ont la possibilité de se faire vacciner, en ont profité. Au début, on ne le savait pas et je voudrais profiter de l'occasion pour remercier tout le monde pour le taux très élevé de vaccination que nous avons dans l'enseignement.

C'est un pas important pour sécuriser les écoles. C'est un endroit avec beaucoup d'activités au niveau des jeunes et là, le virus va tourner et c'est très important qu'il y ait beaucoup de personnes vaccinées.

C'est la meilleure protection possible et pour ceux qui n'ont pas encore cette possibilité, ce sont surtout les jeunes de moins de 12 ans qui n'ont pas du tout cette possibilité.

Donc il faut être présent à ce niveau avec toutes les mesures que nous avons développé en commun par rapport à un variant dont nous savons qu'il est plus agressif parce qu'il se propage encore plus rapidement.

Donc nous voulons être encore plus présent au taux des personnes qui ne sont pas encore vaccinées avec une stratégie de test renforcée.

Le Large Scale Testing ne va plus fonctionner parce qu'il y a beaucoup de vaccination. C'est une autre situation de départ, mais il faut être présent là où les gens ne sont pas vaccinés et nous voulons donc dans les écoles tester deux fois par semaine pour assurer que les tests soient effectués et cela aura aussi un effet agréable : les enfants auront un test certifié qui en dehors des écoles leur permettra de participer au régime du CovidCheck avec ce certificat. C'est une bonne chose.

Cela évite des tests supplémentaires sur place.

Ces tests ont une validité de 48 heures et ce sera une grande partie de la semaine qui sera couverte et avec notre stratégie de test, vous l'avez entendu, comme jusqu'ici nous serons présents avec les tests PCR et nous allons maintenir tous ces efforts pour pouvoir faire des tests PCR dans les écoles le sixième jour et dans le cas où il devait y avoir des clusters en dehors d'une école, alors nous allons toujours être sur place avec des tests PCR gratuits.

Nous avons sept équipes mobiles qui sont très actives dans les écoles.

C'est une très longue coopération qui existe et elle sera maintenue, mais aussi en dehors des écoles si quelque part nous voyons dans l'inspection sanitaire qu'il y a un cluster, alors nous irons sur place pour faire de la prévention avec des tests PCR gratuits.

Ce sont les piliers de notre stratégie qui ne sont pas du tout remis en question.

La même chose vaut pour un enfant qui aurait des symptômes ou qui serait malade.

C'est quelque chose qui vaut dès le premier jour.

Aujourd'hui encore, nous n'avons jamais cessé cela.

S'il vous plaît allez voir le médecin par tele-consultations ou par visite médicale, alors vous aurez une ordonnance et un test PCR payé par la caisse de maladie.

On m'a souvent posé la question. Cela n'est pas du tout remis en question - nous allons continuer à encourager cela nous n'avons jamais cessé de le faire. Tous ceux qui ont le sentiment d'être malade devraient aller voir un médecin. C'est la meilleure prévention possible, aussi dans les écoles, je le souligne.

Nous allons encore collaborer de manière plus étroite pour être plus rapproché des écoles.

Avec la rentrée, nous allons aussi essayer de voir comment nous allons nous pouvoir nous rapprocher des entreprises, des écoles pour donner les informations et pour rapprocher aussi les vaccinations des gens, mais à côté de cela, les tests ont une certaine valeur pour rapidement identifier des personnes contaminées pour les isoler pour qu'il n'y ait pas de propagation.

Cela reste une cause que nous n'avons pas encore gagné, mais nous avons tous les atouts en main : continuer à se faire vacciner, rester vigilant et nous allons tout faire avec l'éducation pour être présent avec nos équipes, pour assurer les tests et ... et il y a eu de nombreuses réunions, une fois par semaine, parfois même tous les jours, pour voir aussi rapidement que possible où il y a des problèmes et pour être réactif tout de suite et pour essayer de gérer la situation de manière préventive. Voilà de ma part pour les tests et donc il vous appartient de poser des questions.

[Journaliste]

Lynn Cruchten pour RTL Télé. Je voulais demander ce qu'il en est du cycle 1. Vous n'en avez pas parlé. Qu'en est-il des tests ?

[Claude Meisch]

Merci de l'avoir dit. Effectivement c'est un détail important. Dans le cycle 1, les élèves ne peuvent pas se tester eux-mêmes et le personnel n'est pas toujours outillés pour le faire.

Dans le cycle 1, cela reste une exception.

Donc dans le scénario 1 avec un cas positif, les enfants pourront continuer à venir à l'école à l'exception de l'enfant positif et on va fonctionner dans l'école de manière plus isolé et à partir du deuxième jour, ce sera une quarantaine comme par le passé.

Nous avons besoin du résultat d'un test et dans le cycle 1, nous ne pouvons pas nous bader sur de tests effectués à domicile pour accorder une exception à la quarantaine.

[Journaliste]

Deuxième question : si nous parlons des tests, est-ce qu'on va garder les tests par le nez ou par la salive ?

[Claude Meisch]

Nous avons toujours les tests que nous avons utilisés avant l'été, mais on a fait une soumission à la Santé pour commander de nouveaux tests et d'après mes informations, ce serait un système légèrement différent.

Ce seraient toujours des tests par le nez et surtout pour les petits enfants, ils vont en rester aux systèmes connus et les grands et les jeunes vont passer au nouveau système.

Je pense que les jeunes connaissent le système entre temps et ne font pas que des tests rapides à l'école. C'est un automatisme qui existe et cela ne va pas être un grand changement.

[Journaliste]

Vous avez dit que pour les activités parascolaires, elles pourraient de nouveau avoir lieu et est-ce que c'est seulement sous les conditions du CovidCheck, ou dans les maisons relais à partir de groupes de dix 10 enfants ?

[Claude Meisch]

Tout ce qui se passe autour de l'école, c'est comme dans les ... dans les maisons relais pour de toutes les activités du club avec certaines restrictions, si un certain nombre est dépassé. Pour le sport c'est défini, aussi pour d'autres activités. Pour les grandes manifestations avec spectateurs, c'est aussi défini.

Tout cela peut de nouveau se dérouler et nous avons aussi beaucoup d'autres activités non scolaires qui étaient très limitées et qui sont très importantes pour les jeunes et pour se rencontrer, pour s'activer et ces activités pourront de nouveau avoir lieu.

[Journaliste]

Radio 100,7. Comment savez-vous que 87% des enseignants sont vaccinés et est-ce que les autres sont éventuellement guéris ?

Donc ce qui l'ont eu et qu'en est-il des maisons relais avec le taux de vaccination est-ce que là aussi vous avez des données? Qu'en est-il de l'université ou est-ce que là, on applique le principe de l'autonomie de l'université ?

[Claude Meisch]

Pour ce qui est des concepts sanitaires, on applique le système de l'autonomie.

Ils ont leurs propres règles sanitaires en accord avec la Santé, mais qui sont identiques aux nôtres et pour les informations sur le taux de vaccination des élèves et des enseignants, je les ai eus de la part de la Santé.

[Paulette Lenert]

Effectivement. Contrairement à d'autres catégories où ce n'est pas possible d'avoir des chiffres précis, nous avons une banque de données précise pour les enseignants et alors nous comparons avec la banque de données des vaccinations.

Pourquoi pouvons-nous affirmer ce chiffre ? Parce que nous avons une banque de données digne de confiance.

Dans le secteur de la santé et des soins, c'est plus délicat parce que là il y a de nombreux frontaliers, un pourcentage fort élevé, mais nous n'avons que les données de nos résidents dans nos banques de données et en plus, il y a des centaines d'acteurs. Donc ce n'est pas répertorié de manière aussi propre.

Donc les catégories socio-professionnelles ne sont pas aussi fortement reprises par les banques de données que les enseignants et là nous sommes vraiment complet.

Pour d'autres, nous savons surtout dans le grand secteur social il y a souvent des choses qui sont répertoriées sous un mauvais mot-clé.

Nous l'avons constaté quand de nombreuses invitations ont été renvoyés. Donc nous avons constaté que la qualité des banques de données n'était pas la même pour toutes les catégories malheureusement et donc ces professions-là sont plus précises.

[Journaliste]

Mais c'est quand même anonyme ?

[Paulette Lenert]

Oui, absolument.

C'est conforme avec les règlements sur la protection des données.

On ne cite pas de noms individuellement. C'est anonymisé selon les règles de l'art.

[Claude Meisch]

Et on me pose souvent la question : moi, je ne sais pas, quels sont les enseignants vaccinés ou non et cela ne m'intéresse pas.

Cette explication est aussi de la réponse pour les maisons relais. Là, c'est plus compliqué.

Les enseignants ont comme patron le ministère de l'Éducation nationale.

[Journaliste]

Et vous voulez en rester là ? Parce que c'est une vaccination d'une population non-vaccinée et qui travaille avec des enfants de moins de 12 ans. Est-ce que vous ne voulez pas les inciter à se faire vacciner ?

[Claude Meisch]

Moi, non, mais les patrons n'ont pas la possibilité de le demander non plus.

[Journaliste]

Mais vous pourriez le changer ?

[Claude Meisch]

Je ne pense pas que ce soit envisageable qu'un patron demande si son employé est vacciné ou non.

C'est une information médicale à laquelle tout le monde n'a pas droit et nous sommes là dans le domaine de la protection des données médicales et de la protection des données et nous respectons cela. Pour moi, c'était important de savoir que les enseignants, dont une très grande majorité se sont fait vacciner, et je suppose que le comportement des éducatrices et des éducateurs n'est pas fondamentalement différent.

Pour moi, c'était une information importante pour la planification de la rentrée.

Cela nous permettra d'éviter des situations parce que la propagation ne va plus se faire sur le terrain professionnel et avec la Santé, nous allons continuer à informer, à sensibiliser et à donner à tout le monde la possibilité de se faire vacciner dans les écoles et tout autour.

C'est notre programme pour l'automne, mais je voudrais mettre en garde : il ne faut pas créer un mauvais climat à ce niveau.

[Journaliste]

Une question à l'adresse madame Lenert.

Au secondaire, il y a un test à l'école, un autre test à domicile - qu'en est-il de la certification ?

[Paulette Lenert]

Non, on ne peut pas certifier le test effectué à domicile, à moins qu'on se rende dans un endroit autorisé à le faire et en fait nous avons insisté pour l'instant avec le variant qui circule de procéder à deux tests par semaine.

[Journaliste]

Le taux de vaccination à l'université, là, vous ne pouvez pas le détecter au niveau des enseignants du moins ?

[Paulette Lenert]

Bon, il faut que je regarde.

[Journaliste]

Mais j'ai encore une autre question sur un autre sujet. D'après nos informations, le CHEM essaie d'annuler toute une série de contrats. Qu'en est-il du représentant au conseil d'administration du CHEM ?

[Paulette Lenert]

Je suis informé, mais j'ai aussi des entrevues à ce sujet demain.

J'ai un briefing et demain matin, il y aura un échange à ce sujet, mais aujourd'hui ce n'est pas le moment de répondre à cette question.

[Journaliste]

Mais cela veut dire qu'il y aura des retards dans la planification, comme cela concerne le bureau d'architectes. Est-ce qu'il faudra tout refaire ?

[Paulette Lenert]

Moi, je ne peux pas vous le dire dans le détail. Je dois d'abord m'initier dans le sujet.

[Journaliste]

Mais il y aura des retards probables.

[Paulette Lenert]

On ne peut pas les exclure, évidemment. Si tout ne va pas comme on l'avait prévu, alors cela n'entraîne pas normalement une accélération.

[Journaliste]

Fanny Kinsch, RTL Radio.

Dans votre dépliant, si j'ai bien compris, vous dites qu'il y aura une fois par mois des rapports sur les écoles. Jusqu'ici, c'était une fois par mois, par semaine, pardon.

[Claude Meisch]

Bon, nous allons faire des résumés qui seront régulièrement communiquées sur de grandes chaînes d'infection et pour tous les autres chiffres, il y aura des publications de la part de la Santé pour les différentes catégories d'âge en relation avec les nouvelles infections et nous étions d'avis que les deux rapports se sont entrecoupées et une fois par mois, ce sera suffisant.

[Journaliste]

Vous êtes en train de voir aussi dans les écoles comment on peut éventuellement vacciner. Comment est-ce qu'on pourrait imaginer cela ?

Faire vacciner les enfants de manière spontanée, cela ne concerne que les enfants de plus de 18 ans. Pour les plus jeunes, ils ont besoin de l'accord des parents.

[Claude Meisch]

En fait, il est clair que les mineurs ne pourront pas être vaccinés sans l'accord des parents et, pour moi, il faut le faire en deux pas. D'abord informer et donner la possibilité de poser des questions sur la vaccination. Les jeunes ont aussi des questions. Les parents ont des questions. C'est la première étape.

Ensuite, on va s'adresser à tous les parents pour savoir s'ils sont d'accord avec une vaccination de leurs enfants à l'école et de notre côté, nous essayerons de soutenir cela.

Ce n'est pas l'école qui vaccine, mais ce serait le ministère de la Santé.

[Paulette Lenert]

Ce n'est pas comme ceux que nous connaissons actuellement. Nous avons un groupe de travail pour essayer d'apporter cela à l'école de manière pratique, mais effectivement, il faut d'abord informer et convaincre. Ce sera une tâche importante pour les semaines à venir et j'espère que nous trouverons une solution pour vacciner sur place de manière efficace.

[Journaliste]

Est-ce que ce sera fait seulement, si tous les parents sont d'accord ?

Bon, on pourrait s'imaginer qu'il y ait des enfants vaccinés, d'autres non.

[Paulette Lenert]

Bon, c'est encore une question de communication pour accompagner tout cela, c'est une question juridique.

Pour les mineurs, il faut avoir un accord. Ce sont des champs sur lesquels nous travaillons actuellement et je suis confiante pour l'automne, nous aurons un paquet bien ficelé et alors nous pourrons répondra à toutes vos questions pour savoir ce dont nous devons .... ce dont nous vous devons être en possession pour pouvoir vacciner.

[Journaliste]

Je voulais savoir, d'abord, les auto-tests sont parfois considéré comme un ... un maillon faible du dépistage. Comment ça se fait qu'il conserve une telle confiance dans le secteur de l'école ?

[Paulette Lenert]

Qui ça ?

[Journaliste]

Les auto-tests.

[Paulette Lenert]

Si j'ai bien compris la question, les auto-tests seraient le maillon faible.

Ce n'est pas mon avis. Les auto-tests font un sens, surtout, si on les utilise avec une certaine régularité et, là, les experts, bon, si je parle du terme "maillon faible", je l'ai utilisé moi-même lors d'une conférence de presse.

C'était plutôt dans l'origine du CovidCheck ou pour des organisateurs différents.

Il y a des gens qui les effectuent sur place où il n'y a pas de surveillance sécurisé et dans le contexte de l'école, j'ai absolument confiance.

Cela doit être fait de manière raisonnable et je n'ai aucun doute par rapport au test.

Ils sont bons, mais il ne faut pas tricher et, effectivement, je pense que dans l'école, cela ne devrait même pas être une hypothèse.

[Journaliste]

Est-ce que vous pouvez confirmer dans le secteur de l'école, dès qu'un test sera nécessaire, il sera gratuit pour l'élève concerné ?

[Paulette Lenert]

Absolument. C'est ce que j'ai souligné tout à l'heure et aussi pour les tests PCR.

Ou s'il y a des contaminations où nous devrions ... un cluster où nous devrions intervenir, ce sera gratuit.

[Journaliste]

Quel regard vous portez sur le chiffre de 50% de vaccinés au-dessus de 12 ans.

Est-ce que vous considérez qu'à ce stade, c'est un chiffre satisfaisant ?

[Paulette Lenert]

Absolument. C'est un très bon chiffre.

Il y a beaucoup de pays qui ne l'ont pas encore atteint.

Donc je suis tout à fait satisfait.

[Journaliste]

David Marques du Quotidien.

Une question de précision : vous avez dit comment vous avez pu avoir des informations sur la vaccination des enseignants. Qu'en est-il des élèves ?

[Paulette Lenert]

Eh bien, nous travaillons avec les catégories d'âge et surtout pour la catégorie d'âge de 12 à 18 ans, nous estimons que, là, il y a une harmonie.

[Journaliste]

Et puis le ministre Meisch, une question au ministre Meisch.

Pour les crèches : est-ce que c'est comme pour les maisons relais ?

[Claude Meisch]

Pour les règles du jeu des crèches, c'est la même chose que pour les maisons relais.

Et c'est pour toutes les maisons d'accueil, le port de masque est obligatoire à partir de 10 unités, mais cela ne concerne que les foyers avec des enfants de plus de six ans.

Pour les crèches des petits enfants, il n'y a pas d'obligation de masques et nous serons ... nous ferons un suivi très étroit pour les cas positifs parce que nous savons que les enfants, les petits enfants, sont très rapprochées sans masque et pour d'autres gestes barrières, c'est difficile de les respecter et cela ne fait pas toujours un sens pédagogique d'obliger les enfants à les respecter.

Donc, là aussi, nous allons réagir et le groupe total sera rapidement mis en quarantaine.

[Journaliste]

Sinevic pour le Tageblatt. Monsieur Meisch, le personnel enseignant a dû réagir très rapidement.

Est-ce que des scénarios sont préparés pour cette rentrée pour savoir ce qui se passe, si un certain nombre de classes et concerné ? Est-ce qu'il y a déjà des plans concrets ?

[Claude Meisch]

Tout ce que je vous ai dit est en train d'être transmis aux directions des écoles et la plupart des choses se poursuivent dans la continuité. Il y aura des allègements. Il y aura d'autres pistes pour les tests et aussi le principe que pour le contact avec une ou deux personnes positives, on peut même faire deux ou trois tests. Les autres pourront continuer à fonctionner à l'école, c'est nouveau. Nous allons l'expliquer dans les journées à venir.

Nous avons déjà eu les auto-tests à l'école. Ils sont certifiés et le système informatique fonctionne et je voudrais dire encore une fois : la force de l'année passée, c'était notre possibilité de nous adapter au niveau des enseignants, des élèves, des parents, tous ceux qui étaient concernés. C'est vrai et nous ne pouvons pas exclure maintenant que dans les semaines à venir, il n'y ait de nouveaux moments où nous devrons prendre des décisions et c'était important dans le plan graduel de parler des possibilités que nous avons depuis une obligation du port de masques que nous devons adapter.

Jusqu'à ce qui figure dans un apprentissage en alternance ou à distance, nous avons eu quelque chose que nous avons préparée dans le détail, qui est toujours dans le tiroir.

Si cela devenait très grave, alors toutes les activités en dehors des écoles seraient fermées, l'école ne resterait ouverte que le matin.

Heureusement, nous n'avons pas dû profiter de cette possibilité que nous avons aussi dans notre plan graduel.

Nous avons dû le faire notamment dans l'école fondamentale où nous avons dû décider d'une semaine d'enseignement à distance.

Je ne veux pas de tout cela, mais je ne peux exclure que la situation ne l'exige. Alors, nous devrons réagir rapidement.

Nous ne pouvons pas dire maintenant ce qui va se passer après les vacances de la Toussaint ou entre les vacances de la Toussaint et Noël. J'espère que ce qui est en place sera suffisant, mais avec des décisions rapides que nous devrons transposer dans une pandémie, c'est ce qu'il y a de plus important

Bon, merci beaucoup ... de votre attention et nous attendons la rentrée avec impatience et ceux qui l'attendent surtout doivent essayer quand même de bien profiter des derniers jours de vacances pour refaire le plein.